



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Inter-Départementale 25-70-90

ARRÊTÉ DREAL N° 70-2024-12-24-00006

EN DATE DU 24 DEC. 2024

portant prescriptions complémentaires à l'arrêté autorisant la SAS FERS ET METAUX à exploiter sur le territoire de la commune de FOUGEROLLES, une installation spécialisée dans la récupération et le traitement de métaux ferreux et non ferreux, et le transit de déchets industriels banals et spéciaux

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU

- la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- le Code de l'environnement, et notamment le livre 1er du Livre V, son article L.181-14 ;
- le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du Préfet de la Haute-Saône – M. Romain ROYET ;
- le décret du 24 avril 2024 portant nomination de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Saône – Mme Annick PÂQUET ;
- la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral DREAL/I/2011 n°2516 en date du 23 décembre 2011 autorisant la SAS FERS ET METAUX à exploiter sur le territoire de la commune de FOUGEROLLES , une installation spécialisée dans la récupération et le traitement de métaux ferreux et non ferreux, et le transit de déchets industriels banals et spéciaux ;
- l'arrêté préfectoral du 8 février 2023 dispensant le projet de création d'une aire de stockage et de transit de batteries usagées du site de FERS ET METAUX d'évaluation environnementale ;
- l'arrêté préfectoral n°70-2024-04-09-00003 du 9 avril 2024 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique ;
- l'arrêté préfectoral n°70-2024-05-06-00057 du 6 mai 2024 portant délégation de signature à Mme Annick PÂQUET, Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Saône ;

- la circulaire du 30 juillet 2003 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies ;
- le dossier de réexamen du 17 janvier 2020 complété le 19 août 2022 et le 30 mars 2023 et le justificatif de non-soumission au rapport de base transmis le 30 mars 2023 ;
- la lettre préfectorale du 14 juin 2023 actant le réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT) ;
- le dossier de porter à connaissance déposé le 12 octobre 2022 par la société Fers et Métaux pour augmenter les capacités de transit et regroupement de son installation pour le stockage des batteries ;
- le dossier de porter à connaissance déposé le 30 mars 2023, complété le 28 septembre 2023, afin de préciser le dossier du 12 octobre 2022 et régulariser la situation administrative du site suite au rapport de visite de l'inspection des installations classées du 19 octobre 2022 ;
- l'avis de la Direction Départementale des Territoires du 12 janvier 2024 ;
- l'avis de la Direction départementale des Services d'Incendie et de Secours du 19 décembre 2023 ;
- les observations du public recueillies entre le 2 mai et le 16 mai 2024 ;
- le rapport du 1^{er} octobre 2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;
- l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis le 5 décembre 2024 ;
- l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté complémentaire ;

CONSIDÉRANT

- qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

- que dans le dossier de porter à connaissance susvisé, la SAS FERS ET METAUX sollicite les modifications suivantes :
 - Régulariser l'extension du site sur les parcelles AD-31, AD-208, AD-217, AD-219, AE-90,
 - Régulariser l'activité de regroupement et de transit de batteries usagées (rubrique 2718),
 - Demander un aménagement à l'article 13 IV alinéa 3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 concernant la hauteur de certains stocks de déchets ferreux,
 - Régulariser l'activité de transit et regroupement de déchets non dangereux (rubrique 2716),
 - Porter à la connaissance du Préfet les travaux de mise en conformité réalisés sur le site sur les thématiques suivantes :
 - travaux réalisés et prévus pour la réduction des émissions sonores ;
 - travaux d'imperméabilisation des zones d'entreposage des déchets ;
 - gestion du risque incendie avec l'évaluation des besoins en eau et des capacités de rétention nécessaires en cas d'incendie.
- que les parcelles AD-219, AD-217 et AD-208 sont utilisées comme zones de circulation et d'entreposage des déchets métalliques, la parcelle AE-90 est située sous le bâtiment administratif existant, et la parcelle AD-31 est utilisée pour le stockage temporaire de bennes de transport ;
- l'imperméabilisation des surfaces dédiées au stockage de déchets sur ces parcelles qui permet de prévenir les risques de pollution des sols et des eaux souterraines ;
- les justificatifs de maîtrise foncières sur ces parcelles, l'avis du maire sur l'usage futur ainsi que les justificatifs de compatibilité aux documents d'urbanisme en vigueur ;
- que l'augmentation du volume de stockage de batteries se fait dans des conditions permettant de prévenir les pollutions des sols et des eaux souterraines : stockage des batteries (au plomb, pas de lithium) dans des bacs étanches avec couvercle entreposés sur une surface imperméabilisée et à l'abri des intempéries ;
- le statut de protection élevé de la rivière la Combeauté du fait de son classement en très bon état écologique et donc la nécessité de renforcer le suivi des rejets aqueux du site ;
- l'absence d'impact paysager sur les habitations à moins de 100 mètres des stocks concernés par la demande d'aménagement ;
- que les travaux de construction d'un mur anti-bruit, d'imperméabilisation des sols et de gestion du risque incendie sont de nature à prévenir les risques de nuisances sonores, de pollution de sols, des eaux souterraines et des eaux de surface, et les risques incendie ;

- la nécessité de mettre en place une commission de suivi du site, compte-tenu des observations recueillies lors de la participation du public par voie électronique qui présentent un taux important d'avis défavorables (82 %) et qui mettent en évidence des inquiétudes de la population vis-à-vis de cet établissement en matière d'impacts paysagers, de nuisances sonores, de trafic routier, d'impacts sur la qualité des sols, des eaux, et de l'air ;
- que les mesures imposées à l'exploitant, notamment au regard de la prévention de la pollution des sols et des eaux, de la surveillance de l'impact sur l'environnement des installations, ainsi que de la prévention des risques technologiques, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- qu'au regard des éléments d'appréciation du dossier de modification susvisé, il apparaît que le projet ne constitue pas une modification substantielle des installations du site au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;
- que conformément à l'article R.515-70-I du code de l'environnement, les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD ;
- que l'activité de traitement de déchets exercée par l'exploitant relève notamment de la rubrique IED principale 3532 et qu'elle est à ce titre couverte par les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT – Waste Treatment) qui lui sont applicables ;
- que ces MTD sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;
- toutefois qu'il convient de revoir et de mettre à jour d'une part la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques IED de la nomenclature ICPE suite à la publication des conclusions sur les MTD pour le traitement des déchets , et d'autre part les conditions de cessation d'activité, et les conditions d'auto-surveillance associée aux rejets d'effluents gazeux ou aqueux ;
- qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions applicables aux installations IED afin que celles-ci soient conformes aux exigences de l'article R.515-60 du Code de l'environnement ;
- que les prescriptions d'exploitation de l'établissement portées par l'arrêté préfectoral n°2516 du 23 décembre 2011 ne sont plus adaptées au regard des évolutions des activités et qu'il convient de préciser et clarifier les obligations de l'exploitant au sein d'un acte unique ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRÊTE

Titre 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Chapitre 1.1. – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Le présent arrêté définit les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter de la SAS FERS ET METAUX, dont le siège social est situé Place de la Gare, 70 220 FOUGEROLLES-SAINT-VALBERT, pour ses installations situées à la même adresse.

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de tous les actes antérieurs concernant cet établissement.

Ces prescriptions s'appliquent sans préjudice de la réglementation nationale en vigueur et notamment des arrêtés ministériels applicables à l'activité.

Les conditions d'exploitation sont définies par les articles suivants.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 1.1.2 – Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles	Surface totale
FOUGEROLLES-SAINT-VALBERT	AD	1, 2, 3, 4, 5, 6, 31, 32, 33, 100, 183, 184, 187, 203, 204, 208, 214, 216, 217, 219.	42 828 m ²
	AE	90, 326	

Le plan parcellaire ainsi que le périmètre d'autorisation sont reportés sur un plan annexé au présent arrêté (annexe 1).

Les installations mentionnées à l'article 1.1.3 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.1.3 – Nature des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature des activités	Régime
3232	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes - traitement en broyeur de déchets métalliques	Broyeur à métaux avec une capacité supérieure à 75 t/j : 500 t/jour max	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Presse-cisaille et broyeur à métaux avec une capacité supérieure à 10 t/j : 500 t/jour max	A
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage 1. La surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	Entreposage, démontage ou découpage de VHU déjà dépollués sur une superficie de 150 m ² .	E
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux 1. La surface étant supérieure ou égale à 1000 m ²	Surface de regroupement des déchets métalliques d'environ 20 000 m ²	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ .	Tri et transit de papiers/cartons, plastiques et bois pour un volume susceptible d'être présent de 1000 m ³ max.	E

2716-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes</p> <p>2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³.</p>	Transit de 300 m ³ de déchet industriels banals non valorisables.	DC
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t</p>	<p>Transit et regroupement de batteries.</p> <p>Quantité maximum présente : 90 tonnes</p>	A
2710-1-b	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes</p>	Collecte de batteries. Quantité maxi présente : 6 tonnes	DC
4734-2-c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>2. Pour les autres stockages</p> <p>c. Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	Stockage de deux cuves de GNR pour une quantité totale maximum de 70 tonnes.	DC

1434-1-b	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m3/h, mais inférieur à 100 m3/h	Distribution de gasoil non routier (GNR), débit inférieur à 100 m3/h	DC
----------	--	--	----

Régime : (A) : autorisation ; (E) : enregistrement, (D) : déclaration, (DC) : déclaration avec contrôle

Article 1.1.4 – Réglementation IED (Directive sur les émissions industrielles)

La rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R.515-58 du code de l'environnement est la rubrique 3532. Le BREF applicable, relatif à la rubrique principale, est : WT traitement des déchets.

Article 1.1.5 – Durée et validité de l'autorisation

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74, l'autorisation est délivrée sans limite de durée.

Article 1.1.6 – Agrément des installations

Le présent arrêté vaut agrément pour le broyage (n°PR25 7000012D), dans le respect des cahiers des charges des annexes I et II de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

Article 1.1.7 – Consistance des installations

Les installations présentes sur le site comportent :

- deux ponts bascules,
- un bâtiment administratif et de maintenance,
- un hall de stockage des bennes vides,
- des zones de stockages des métaux,
- une presse-cisaille,
- une installation de broyage des métaux et les stocks amont et aval,
- une zone de stockage des pneumatiques en bennes,
- une zone de stockage des batteries usagées abritée,

- une zone de tri transit des déchets non-dangereux,
- deux postes de distribution de GNR.

Article 1.1.8 – Documents tenus à la disposition de l’inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Chapitre 1.2 – Conditions d'autorisation

Article 1.2.1 – Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des meilleurs techniques disponibles (MTD) et des conclusions du BREF applicable.

Article 1.2.2 – Prescriptions applicables aux installations

Sans préjudice des dispositions des arrêtés ministériels susvisés pris au titre de l'article L.512-5 du Code de l'environnement concernant certaines installations soumises à autorisation, le présent arrêté définit les prescriptions d'exploitation des installations classées présentes sur le site. Ces prescriptions s'appliquent également aux autres installations ou équipements non classés exploités dans l'établissement qui sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation, à enregistrement et à déclaration sont applicables dans le respect des règles d'antériorité dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes ci-dessous :

- arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- arrêté ministériel du 20 avril 2005 (rubrique 4734) ;
- arrêté ministériel du 19 décembre 2008 (rubrique 1434) ;
- arrêté ministériel du 27 mars 2012 (rubrique 2710-1) ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;
- arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé.

Article 1.2.3 – Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions du présent arrêté sont prises en préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté ne vaut pas permis de construire.

Chapitre 1.3 – Incidents ou accidents

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 1.4 – Réexamen périodique (IED)

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du Code de l'environnement.

En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du Code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R.515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.1.3 du présent arrêté.

Chapitre 1.5 – Modification et cessation d'activité

Article 1.5.1 – Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation

Article 1.5.2 – Mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude de dangers

L'étude d'impact et l'étude de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation.

Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique des éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuées par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Article 1.5.3 – Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.5.4 – Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Article 1.5.5 – Cessation d'activité

L'exploitant se conforme aux articles R.512-39-1 et suivants, L.512-6-1 du code de l'environnement.

Lors de la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant assure, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

En outre, les dispositions spécifiques du code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R.515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

Titre 2 : Gestion de l'établissement

Chapitre 2.1 – Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Chapitre 2.2 – Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.3.3 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Chapitre 2.3 – Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que filtres, produits de neutralisation, produits absorbants...

Chapitre 2.4 – Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Chapitre 2.5 – Clôtures

Le site est clos sur la totalité de sa périphérie. Cette clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres doit satisfaire aux dispositions des règlements d'urbanisme .

La clôture bordant la rivière « La Combeauté » doit être arborée par des essences locales de façon à dissimuler le site en toute saison.

Les accès au site sont constitués de portails fermés en dehors des heures d'exploitation.

La hauteur des stockages et l'organisation de leur entreposage à l'intérieur du site doivent être réalisés de façon à assurer une bonne dissimulation de ceux-ci.

Chapitre 2.6 – Horaires d'ouverture de l'établissement

L'établissement est autorisé à fonctionner, pour les réceptions/expéditions de déchets et le traitement des déchets (broyeur et cisaille), entre 7h30 et 17h00 du lundi au vendredi inclus.

Chapitre 2.7 – Commission Locale de Concertation et de Suivi de site (CLCS)

Une commission Locale de Concertation et de Suivi de site se réunit périodiquement. L'objet principal de cette commission est de rendre compte du suivi des installations et des mesures, contrôles, etc... effectués en application du présent arrêté. Cette commission est un lieu d'échanges sur la mise en place et le fonctionnement de l'installation.

Elle est composée d'élus locaux, notamment des maires des communes souhaitant y participer, de représentants d'associations de protection de l'environnement, de représentants des riverains, des administrations concernées (Préfecture, Installations Classées, Police de l'Eau, etc..) et des représentants de l'exploitant. L'exploitant organise au moins une fois par an une réunion de cette commission.

Le bilan présenté ainsi que le compte rendu de réunion sont transmis par l'exploitant aux participants ainsi qu'à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la tenue de chaque réunion.

Titre 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Chapitre 3.1 – Conception des installations

Article 3.1.1 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2 – Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3 – Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.4 – Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5 – Émissions diffuses et envols de poussières

Les éventuels stockages de produits pulvérulents sont confinés et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.

Chapitre 3.2 – Conditions de rejet

Article 3.2.1 – Conduits et installations raccordées

Les emplacements des divers conduits sont repérés sur un plan tenu à jour de l'établissement.

N° conduit	Installation raccordée	Capacité	Nature du rejet	Autres caractéristiques
1	Broyeur métaux	500 t/j max	Fumées épurées	Traitées et épurées par 1 \ dépoussiérage via cyclone 2 \ filtre à voie humide 3 \ filtre à air

Article 3.2.2 – Conditions de rejets

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

Article 3.2.3 – Valeurs limites de rejets

Les conditions normalisées suivantes s'appliquent : gaz secs à une température de 273,15 kelvins et à une pression de 101,3 kilopascals, sans correction de la teneur en oxygène.

Les concentrations, en sortie de la cheminée du broyeur, sont réglementées par les dispositions de l'annexe 3.2 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux prescriptions aux meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables aux installations de traitement des déchets.

Chapitre 3.2 – Surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé.

La surveillance des rejets atmosphériques se fait de façon à permettre de justifier le respect des prescriptions de l'article 3.2.3 dans des conditions de production nominale.

Titre 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Chapitre 4.1 – Prélèvements et consommations d'eau

Article 4.1.1 – Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation annuelle maximale
Réseau public	200 m ³

Aucune eau de procédé sur le site ne doit être utilisée à l'exclusion de celle utilisée pour des opérations de lavage du matériel, lesquelles ne doivent comporter aucun produit lessiviel.

Article 4.1.2 – Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs dispositifs de disconnection où tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des aspirations de ces eaux dans les réseaux d'eau potable ou dans les milieux de prélèvement.

Chapitre 4.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Article 4.2.1 – Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.2 – Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.2.3 – Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur et au milieu naturel (notamment le ruisseau de la Banque et la rivière la Combeauté). Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

La date de leur vérification sera reportée sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.2.4 – Collecte des effluents

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant qu'elles soient évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

En particulier l'ensemble du site est imperméabilisé. Les sols étanches sont profilés afin de collecter les eaux de ruissellement et les diriger par l'intermédiaire d'un réseau interne à l'établissement vers le dispositif de traitement adéquat avant rejet.

Article 4.2.5 – Entretien et conduite des installations de traitement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par le ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le réseau de collecte des eaux pluviales après avoir transité par un dispositif débourbeur-séparateur.

Le(s) dispositif(s) décanteur – séparateur d'hydrocarbures est (sont) muni(s) d'un dispositif d'obturation automatique. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Ils sont nettoyés lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'exploitant fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés par une société agréée pour le traitement des déchets.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le débourbeur-séparateur à hydrocarbures est convenablement dimensionné en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. La note de calcul de son dimensionnement est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.2.6 – Points de rejet

Le fonctionnement normal ou accidentel du site est susceptible de générer les quatre types d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères), issues de la consommation des salariés.
- les eaux pluviales, susceptibles d'être polluées en fonctionnement normal (provenant en particulier des voiries et des zones de stockage non couvertes)

- les eaux polluées, générées lors d'un accident ou d'un incendie
- les eaux pluviales non polluées

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Point n°1	Eaux domestiques	Fosse septique	Puits perdu
Point n°7	Eaux pluviales de voiries Zone broyeur (SH n°7)	Milieu naturel	Rivière la Combeauté
Point n°3	Eaux pluviales de voiries Zone d'entreposage des déchets (SH n°2 et n°3)	Milieu naturel	Rivière la Combeauté
Point n°4	Eaux pluviales de voiries Zone maintenance et zone batteries (SH n°4)	Milieu naturel	Rivière la Combeauté
Point n°6	Eaux pluviales de voiries Piste (SH n°6)	Milieu naturel	Ruisseau de la Banque puis rivière de la Combeauté
Point n°5	Eaux pluviales de voiries Zone d'entreposage Sud des déchets (SH n°5)	Milieu naturel	Ruisseau de la Banque puis rivière de la Combeauté

Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus dans cet article, direct ou indirect, vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

Dans le cas de rejets au réseau d'assainissement, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique (si cette autorisation est requise par le gestionnaire). Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Les eaux résiduaires autres que celles identifiées à l'article 4.2.6 sont collectées séparément et doivent être éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Chapitre 4.3 - Caractéristiques des rejets

Article 4.3.1 – Dispositions générales

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Le rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;

- suppression des émissions de substances dangereuses ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage ;
- la déclaration des résultats d'autosurveillance sous l'application GIDAF.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.2 - Concentration et flux aux point de rejet n° 3, 4, 5, 6, 7 (eaux pluviales de voirie)

Sans préjudice des valeurs limites définies dans les arrêtés ministériels applicables aux secteurs d'activités, les teneurs maximales en polluants des eaux pluviales, ayant été au contact des déchets rejoignant le milieu naturel, sont les suivantes :

Code SANDRE	Paramètre	Valeur limite de rejet – VLE- (mg/l)
1302	pH	5,5-8,5
1301	Température	<30°C
1305	MEST	35
1314	DCO	125
1313	DBO5	30
7009	Indice hydrocarbure	5
1391	Fluorures	15
7714	Fer, Aluminium et composés (Fe+Al)	5
1389	Chrome et ses composés (Cr)	0,1
1371	Chrome hexavalent (Cr VI)	0,05
1440	Indice phénols	0,3
1369	Arsenic (As)	0,025
1388	Cadmium	0,0250
1386	Nickel (Ni)	0,2
1383	Zinc (Zn)	0,8
1387	Mercure (Hg)	0,01
1392	Cuivre et ses composés (Cu)	0,15
1382	Plomb et ses composés (Pb)	0,1
1084	Cyanures libres (Cn)	0,1
1117	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	0,025 (somme des 5 composés visés)
1115	Benzo(a)pyrène	
-	Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	

-	Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	
1106	Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1

Chapitre 4.4 - Surveillance

Article 4.4.1 – Contrôle des rejets

L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé des analyses de ses rejets sur les paramètres visés au tableau de l'article 4.3.2 du présent arrêté aux fréquences ci-dessous :

Point de rejet	Fréquence
3, 4, 5, 6	Semestrielle
7	Mensuelle

Article 4.4.2 – Surveillance du sol

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre (surfaces imperméabilisées, rétentions...) afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, surfaces imperméabilisées...).

Chapitre 4.5 – Surveillance renforcée

L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse des eaux brutes de la rivière la Combeauté et des sédiments en amont du premier point de rejet dans le ruisseau la Combeauté et en aval du dernier point de rejet dans l'année qui suit la notification du présent arrêté.

Les analyses sont réalisées sur l'ensemble des paramètres visés au tableau de l'article 4.3.2 ainsi que sur les PCB.

En cas d'élévation des concentrations entre l'amont et l'aval, l'exploitant devra réaliser des prélèvements plus précis au droit de chaque point de rejet afin de cibler l'éventuel rejet problématique. Sur la base de ce constat, il devra proposer les mesures correctives appropriées pour que ses rejets ne soient plus susceptibles de déclasser la masse d'eau.

En cas d'accroissement de la concentration d'un ou plusieurs paramètres de l'amont vers l'aval, il conviendra de renouveler cette analyse annuellement.

À défaut, l'exploitant pourra solliciter son non-renouvellement auprès de l'inspection des installations classées.

Chapitre 4.6 – Surveillance des eaux souterraines

Dans le cas où une pollution de la rivière la Combeauté et/ou des sédiments est détectée lors de la mise en œuvre des dispositions de l'article 4.4 ci-dessus, la qualité des eaux

souterraines est dès lors contrôlée à partir de piézomètres. Dans ce cadre, une étude relative au contexte hydrogéologique du site est fournie par l'exploitant.

Un puits est implanté à l'amont du site.

Deux puits au moins sont implantés à l'aval du site.

Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des hydrocarbures et PCB. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

D'autres paramètres pourront être ajoutés à la surveillance à la demande de l'inspection des installations classées.

Titre 5 : Déchets

Chapitre 5.1 – Principe de gestion

Article 5.1.1 – Production et gestion des déchets, principes généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

L'exploitant ne peut éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes au sens de l'article L.541-2-1 du Code de l'environnement.

La durée d'entreposage des déchets dans l'établissement est au maximum d'un an si les déchets sont destinés à être éliminés, 3 ans si les déchets sont destinés à être valorisés.

Le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.

Article 5.1.2 – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.3 – Déchets pris en charge à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant remet les déchets à des personnes autorisées à les prendre en charge. Les installations destinataires des déchets, y compris en transit, doivent être régulièrement autorisées (agréées le cas échéant) à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier à tout moment.

Article 5.1.4 – Déchets pris en charge à l'intérieur de l'établissement

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) et d'accident (notamment par stockage séparé des produits incompatibles entre eux) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les déchets liquides susceptibles de créer une pollution des sols ou des milieux aquatiques sont stockés sur des capacités de rétention telles que définies au présent arrêté.

Article 5.1.5 – Traçabilité, exportation

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu a minima des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

L'exportation de déchets (dangereux ou non) respecte les dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Le registre des déchets, les bordereaux de suivi des déchets dangereux et la liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, les documents d'accompagnement relatifs à l'exportation ou l'importation de déchets sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Titre 6 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Chapitre 6.1 – Dispositions générales

Article 6.1.1 – Références réglementaires

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 – Véhicules

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'environnement.

Article 6.1.3 – Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 6.2 – Limitation des niveaux acoustiques

Les zones à émergence réglementée sont constituées dans un rayon de 200 mètres par l'intérieur et les parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) des ensembles d'habitation et par les terrains situés sur des zones constructibles.

6.2.1 – Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les 2 ans.

6.2.2 – Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que les dimanches et jours fériés)
En tous points en limite de site	70 dB (A)	Sans objet (*)
Point 1	70 dB (A)	Sans objet (*)
Point 2	54 dB (A)	Sans objet (*)
Point 3	50 dB (A)	Sans objet (*)

(*) L'établissement ne fonctionne que de jour et seulement les jours ouvrables.

Ces valeurs sont applicables aux points 1, 2 et 3 figurant sur le plan en annexe II du présent arrêté.

Article 6.2.3 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, en tous points dans les zones à émergence réglementée et en particulier aux points ZER1 et ZER2 figurant sur le plan en annexe 2.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	Sans objet (*)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	Sans objet (*)

(*) L'établissement ne fonctionne que de jour et seulement les jours ouvrables.

Article 6.2.4 – Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du

23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 6.2.5 – Travaux acoustiques

A échéance du 31 mars 2025, l'exploitant met en place, sans préjudice de l'ensemble des autres réglementations applicables, un mur anti-bruit en limite Nord du site (côté broyeur) dont les caractéristiques techniques permettent, selon le dossier déposé par l'exploitant, d'atteindre les niveaux limites de bruit visés aux articles 6.2.2 et 6.2.3.

Titre 7 : Prévention des risques technologiques

Chapitre 7.1 – Dispositif de prévention des accidents

Article 7.1.1 – Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner ses installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans des conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 7.1.2 – Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion ou de risque toxique de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 7.1.3 – Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 7.1.4 – Vérifications périodiques et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie (alarmes, détecteurs, exutoires, systèmes de détection et d'extinction, extincteurs, RIA, poteaux, etc.) et l'explosion mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées sur un registre (ou dispositif équivalent) sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. La fréquence de vérification d'un même matériel ou équipement est au minimum annuelle.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection de l'environnement (installations classées) les registre et résultats du programme de maintenance et de vérifications périodiques précités.

Article 7.1.5 – Atmosphères explosibles ou toxiques

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés et dépoussiérés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

Dans les parties de l'installation recensées en application de l'article 7.1.1 du présent arrêté comme pouvant être à l'origine d'une explosion :

- les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables si nécessaire.

Article 7.1.6 – Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 7.1.7 – Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 7.1.8 – Systèmes de détection et extinction automatiques

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie disposent d'un dispositif de détection de fumée ou équivalent. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 7.1.1.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Article 7.1.9 – Plan de Prévention des Risques Inondation

Le secteur touché par le Plan de Prévention des Risques Inondation ne supporte aucune construction, et n'est dédié qu'à l'entreposage en containers et bennes après la pose d'un revêtement béton, de produits et matériaux exempts de souillures et non enduits de substances polluantes. Il y est interdit le dépôt fixe ou temporaire de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux. De même, les produits et matières susceptibles d'être emportés par les eaux n'y sont pas entreposés.

L'entreposage est organisé de façon à ne pas s'opposer à l'extension des crues.

L'exploitant assure un entretien des berges au droit des limites de l'installation. A cet effet, une bande de terre exempte de tout dépôt sera maintenue de façon à permettre les travaux d'entretien, qui comprendront à minima un nettoyage annuel.

Chapitre 7.2 – Dispositions constructives et équipements

Article 7.2.1 – Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute propagation éventuelle d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

L'exploitant met en place chaque fois que nécessaire des murs de degré coupe-feu adapté. De plus, il adapte le degré coupe feu des ouvertures afin de garantir l'efficacité de la protection du mur.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Le bâtiment administratif est construit et aménagé en tenant compte des risques potentiels (explosion, incendie, gaz toxique, etc.).

Article 7.2.2 – Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Article 7.2.3 – Moyens de lutte contre l'incendie

Le site est équipé :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 (plan de sécurité) ;
- un plan de masse plastifié (format A0) de l'ensemble du site et résistant aux intempéries, utilisable par les services d'incendie et de secours, installé à l'entrée de l'établissement. Ce plan présente notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupure, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits potentiellement présents.

Les installations sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

pour la défense interne des bâtiments et des aires extérieures contre l'incendie :

- des extincteurs et RIA en nombre suffisant, judicieusement répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les règles d'installation des extincteurs sont conformes à la règle APSAD R4 ;
- Caméras thermiques avec report d'alerte 24h/24h dans les zones à risque définies par l'exploitant comme prévu à l'article 7.1.1.
- une réserve de sable (15 tonnes) pour l'extinction des feux de métaux inflammables ;
- une réserve de produits absorbants ;

pour la défense extérieure des installations contre l'incendie :

- 1 poteau d'incendie public dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur, implanté à moins de 100m de l'entrée Sud du site pouvant délivrer un débit de 110 m³/h sous une pression minimale de un bar pendant deux heures.
- Une aire d'aspiration avec installation fixe (colonne sèche) au niveau de la rivière la Combeauté au Nord du site présentant un débit supérieur à 60 m³/h. L'accès à la plateforme de mise en aspiration est libre de tout stockage et permet le stationnement et la manœuvre des engins de secours. Cette zone doit être matérialisée au sol pour en assurer l'effectivité. Le bon fonctionnement des prises d'eau (crépines non bouchées...) et le niveau d'eau suffisant de la rivière (60 cm) sont périodiquement contrôlés. En cas de non-disponibilité de la ressource en eau (niveau insuffisant du cours d'eau), l'exploitant met en place d'une réserve incendie d'un volume de 240 m³.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage des eaux d'extinction (cf. chapitre 7.3).

Chapitre 7.3 – Dispositifs de rétention et confinement

Article 7.3.1 – Rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 7.3.2 – Transports – chargement - déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel.

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides ou liquéfiés, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Article 7.3.3 – Confinement

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets est revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Les dispositifs d'obturation correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

La mise en œuvre des dispositifs d'isolement doit faire l'objet d'une procédure et d'une formation auprès du personnel compétent. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les voiries et les zones extérieures imperméabilisées sont équipées de grilles et d'avaloirs de collecte des eaux pluviales.

Le confinement des eaux d'extinction est assuré par la collecte des eaux au centre de la plateforme grâce aux pentes des surfaces imperméabilisées après fermeture des vannes d'isolement. Le volume total d'eaux d'extinction (basé sur le calcul D9A) est de 390 m³. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés à cette rétention.

Chapitre 7.4 – Formation du personnel et plan de secours

Article 7.4.1 – Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants du site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur :

- les risques inhérents aux installations ;
- la conduite à tenir en cas d'accident ;
- la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Le site compte une équipe d'intervention apte à mettre en œuvre et à utiliser les matériels de lutte contre l'incendie dont dispose l'établissement. Elle est entraînée à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les ans.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer le maintien de la formation.

Article 7.4.2 – Plan de défense contre l'incendie

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;

Article 7.4.3 – Maîtrise des risques

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie.

Un exercice de défense contre l'incendie est réalisé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R.4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Titre 8 : Conditions particulières applicables à certaines installations

Chapitre 8.1 – Contrôle de la radioactivité

Article 8.1.1 – Dispositions générales

Tout chargement entrant dans le site fait l'objet d'un contrôle de sa radioactivité à l'aide d'un appareil adapté au mode de transport du livreur. Cet appareil déclenche une alarme au poste de réception correspondant.

Une consigne établie par l'exploitant et affichée aux postes de réception définit la conduite à tenir lors du déclenchement d'une alarme par le détecteur.

Cette consigne est portée à la connaissance des personnes du poste de réception et à celle de tous les agents susceptibles d'intervenir.

Ses termes font l'objet d'une formation initiale, de rappels et d'exercices périodiques enregistrés.

La consigne pour la rédaction de laquelle l'exploitant pourra s'appuyer sur les dispositions de la circulaire susvisée du 30 juillet 2003, définit au moins :

- les modalités de confirmation de l'alarme ;
- la conduite à tenir lorsque l'alarme est due au chauffeur ou au véhicule ;
- les modalités d'isolement du véhicule sur le site ;
- les modalités de recherche et d'extraction de l'objet radioactif ;
- les périmètres de sécurité à mettre en place ;
- les modalités d'entreposage de l'objet sur le site d'ici à son enlèvement.

Elle liste les personnes à prévenir, avec leurs coordonnées : personne compétente en radio protection, intervenant extérieur qualifié, administrations et organismes compétents y compris pour l'élimination du déchet.

Article 8.1.2 – Équipements

Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité dont le seuil d'alarme est fixé par l'exploitant pour assurer l'interdiction d'accès au site à tout chargement contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection. Ce portique est installé en amont des ponts-basculés.

L'exploitant dispose également sur le site :

- d'une aire d'isolement à l'écart des tiers et du personnel. Elle est disponible et accessible en permanence ;
- d'un radiamètre portable, notamment pour l'établissement d'un périmètre de sécurité ;
- de bâches pour le déchargement et le tri au sol des chargements ;
- de récipients permettant de conditionner les objets radioactifs et d'étiquettes ;
- d'un local de stockage ventilé fermant à clef et placé dans le champ des dispositifs de surveillance du site en l'absence de personnel, dans lequel les objets radioactifs sont stockés jusqu'à leur enlèvement.

Article 8.1.3 – Consignes à tenir

En cas de déclenchement du portique, l'exploitant prévient systématiquement l'inspection de l'environnement (installations classées), et se conforme au « Guide sur la méthodologie à suivre en cas de déclenchement » annexé à la circulaire du 25 juillet 2006 relative à l'acceptation de déchets à radioactivité naturelle renforcée ou concentrée dans les centres de stockage de déchets.

Si l'appareil de contrôle du chargement affiche une mesure égale ou supérieure à 50 fois son bruit de fond, le véhicule doit être immédiatement isolé, et l'affaire traitée sans délai. Il en sera de même pour l'information de l'Inspection des installations classées.

Si l'appareil de contrôle du chargement enregistre une valeur ne dépassant pas 50 fois son bruit de fond, le degré d'urgence et à apprécier en se basant sur une mesure du débit de dose effectuée avec un radiamètre portable, au contact de la benne transportant les déchets. Trois situations sont à retenir :

- jusqu'à 100 fois le bruit de fond ambiant mesuré au contact de la benne, la situation peut être traitée sans urgence. L'information de l'inspection des installations classées peut se faire après intervention d'une société spécialisée ;
- entre 100 et 1000 fois le bruit de fond ambiant mesuré au contact de la benne, la situation doit être traitée rapidement. Il doit en être de même pour l'information de l'inspection des installations classées et de l'ASN ;
- au-dessus de 1000 fois le bruit de fond ambiant mesuré au contact de la benne, la situation doit être traitée sans délai, avec un isolement immédiat du véhicule. L'inspection des installations classées et l'ASN doivent être averties immédiatement.

Chapitre 8.2 – Broyage

Article 8.2.1 – Dispositions générales

Le broyage d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dangereux ou non dépollués est interdit.

Article 8.2.2 – Prévention de l'incendie

L'exploitant met en œuvre une surveillance des stocks de matières combustibles en sortie de broyeur de manière à pouvoir détecter précocement les conditions potentiellement génératrices d'un incendie.

Chapitre 8.3 – Aires et stockages

Article 8.3.1 – Aménagement

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

Les diverses aires de stockage sont physiquement séparées de manière à prévenir tout risque d'extension d'un incendie de l'une à l'autre et à permettre le passage d'un engin de secours.

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer la hauteur et le volume de ses stocks (bornes, pîges, etc.).

Article 8.3.2 – Hauteur des stockages de déchets

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Cette limitation de 3 mètres ne s'applique pas aux stocks A et B matérialisés sur le plan en annexe 3 du présent arrêté, sous réserve qu'ils ne soient pas visibles depuis les points de vue au Sud du site et notamment depuis la rue de la Gare et les habitations. Les parties visibles depuis la rue sont maintenues à une hauteur maximale de 3 mètres.

Afin de favoriser l'intégration paysagère du site, le stock A n'est pas visible depuis la place de la Libération.

L'exploitant détermine les moyens permettant de vérifier la hauteur réglementaire.

Article 8.3.3 – Transit/regroupement de batteries

Seul le transit et regroupement de batteries au plomb est autorisé. La collecte de batterie au lithium est interdite.

Les batteries collectées sont stockées dans des bacs étanches avec couvercle. Ces bacs sont entreposés sur une aire imperméable, à l'abri des intempéries.

L'aire de stockage est délimitée par un mur-coupe feu 2h de 5 mètres de hauteur en limite du périmètre d'autorisation concerné.

L'emprise au sol du stockage de batterie ne dépasse pas 40 m² sur une hauteur de 2,5 mètres soit 3 hauteurs de bacs.

Titre 9 : Exécution

Chapitre 9.1 – Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.
Le présent arrêté est notifié à la société FERS ET METAUX dont le siège social est situé
Place de la Gare, 70220 FOUGEROLLES-SAINT-VALBERT

Chapitre 9.2 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Chapitre 9.3 – Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de Haute-Saône, le Sous-Préfet de Lure, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté, la société FERS ET METAUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au Maire de la commune de FOUGEROLLES-SAINT-VALBERT.

Fait à Vesoul, le 24 DEC. 2024

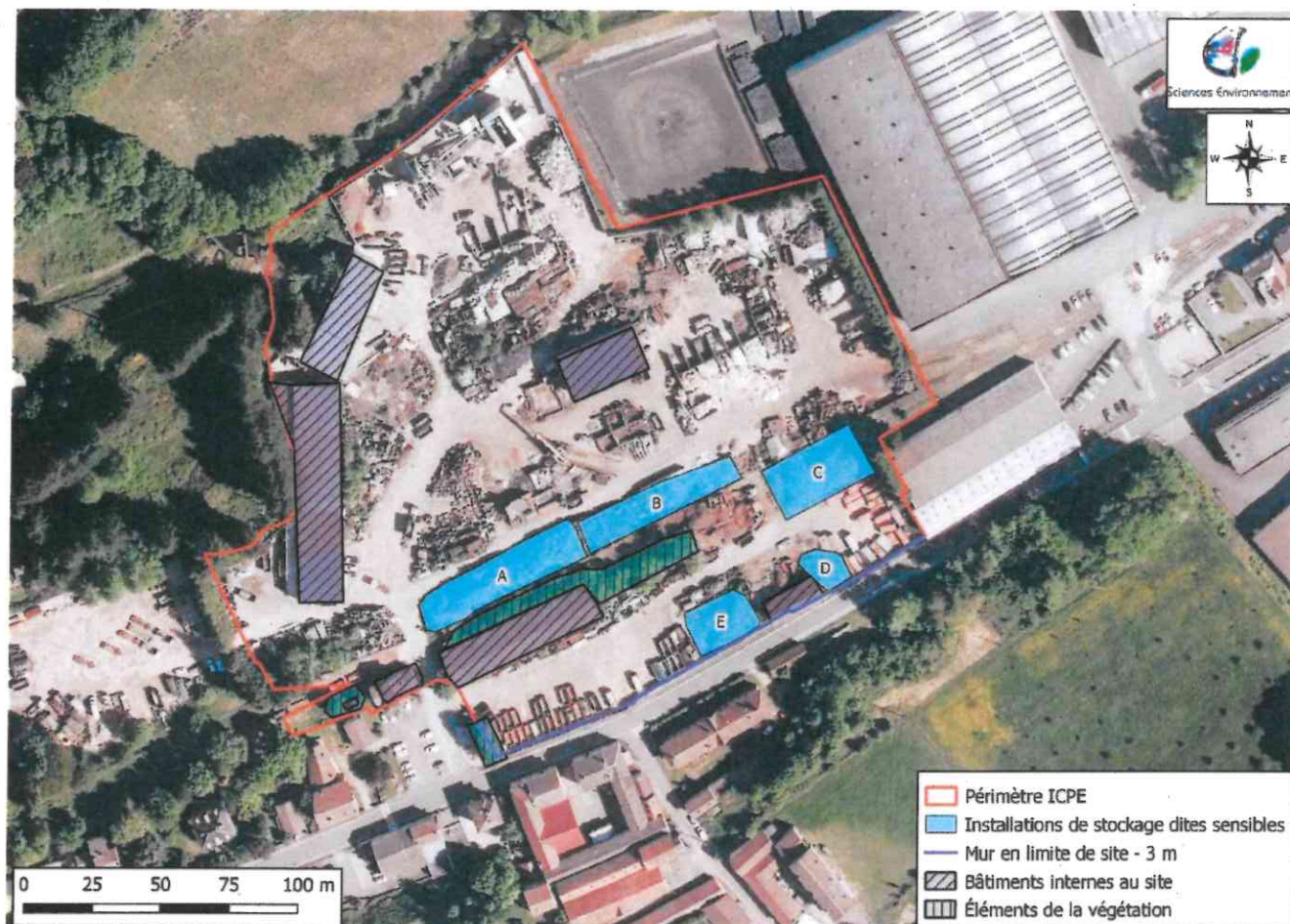
Le préfet

Par délégation

La secrétaire générale


Annick PÂQUET


Annexe 3 : Plan des stocks de déchets sensibles pour l'intégration paysagère



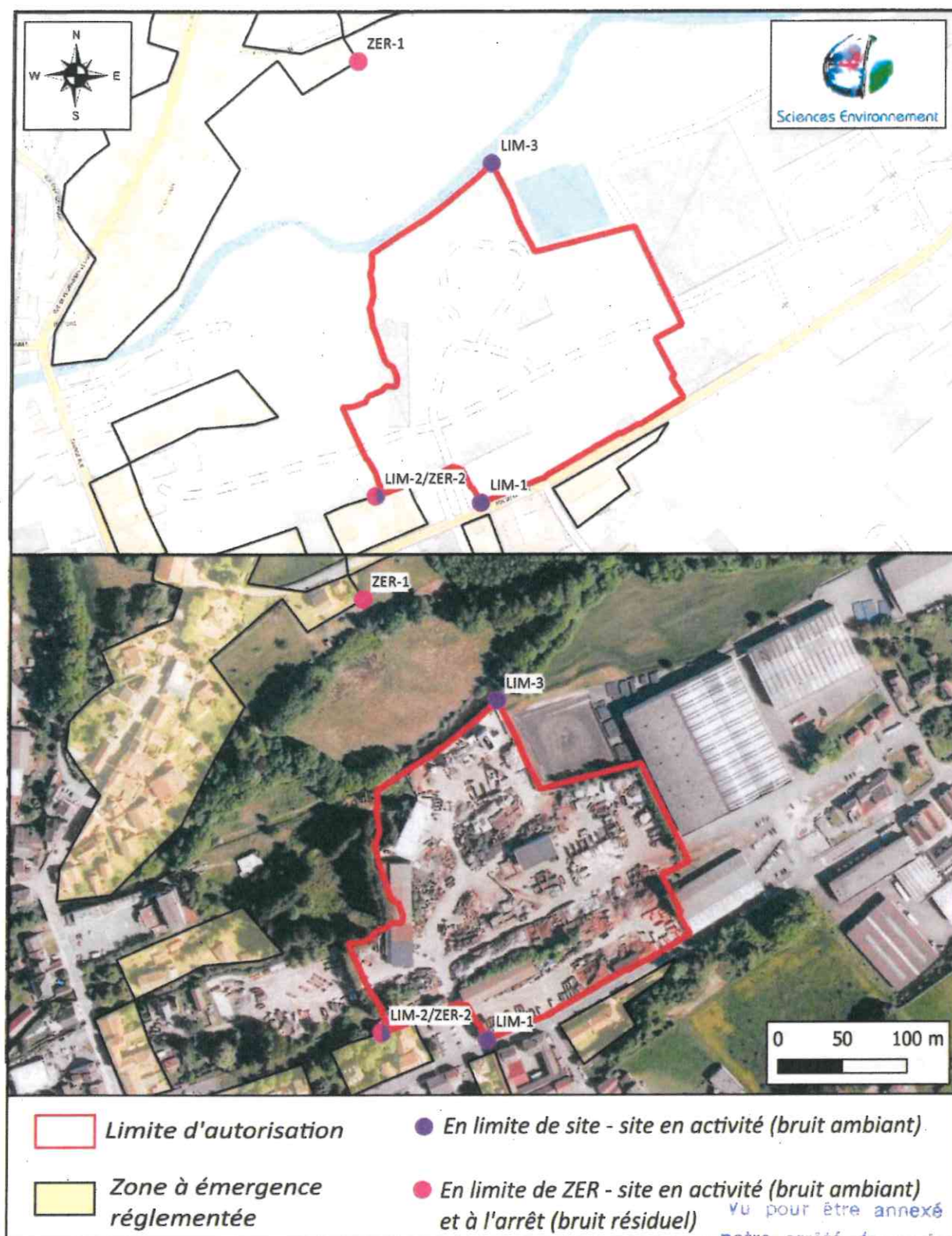
Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour
NRSOUL, le 24 DEC. 2024

Le Préfet
Pour le Préfet
et par délégation

La Secrétaire Générale


Annick PÂQUET

Annexe 2 : Mesures de bruit en limite de site



VESOUL, le 24 DEC 2021
Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation

La Secrétaire Générale

Annick PAQUET